

4. Les activités de notre Mission près l'OEA nous ont permis d'avoir des contacts étroits et continus avec le personnel de l'Organisation à tous les échelons, et je désire saisir cette occasion pour remercier publiquement les employés du Secrétariat de leur courtoisie et de leur serviabilité constantes et de l'intérêt qu'ils ont continuellement manifesté à notre égard. Nous sommes également profondément reconnaissants aux délégations membres qui n'ont jamais cessé de faire sentir à notre délégation que sa présence était appréciée.

5. L'ordre du jour de cette Assemblée et les discussions qui ont marqué les récentes réunions ont fait ressortir le fait que l'OEA est en pleine période de transition. Elle est engagée dans la révision et la réévaluation de ses structures et de ses activités, ouvrant de nouvelles avenues pour l'avenir et examinant comment elle pourrait intéresser les pays qui ne sont pas membres, et même des pays qui n'appartiennent pas à cet hémisphère, à ses activités en matière de développement. Comme le Canada a été consulté officieusement sur quelques-unes de ces questions, j'aimerais profiter de l'occasion pour faire quelques observations générales sur notre manière d'envisager la situation et les solutions possibles.

6. Au risque de répéter ce que vous avez pu entendre lors des assemblées précédentes, j'aimerais vous expliquer le point de vue actuel du Canada sur l'avenir de nos relations avec l'OEA. L'Etude de politique étrangère du Canada publiée en 1970 envisageait l'établissement d'un lien formel avec l'OEA en vue de faciliter l'expansion rapide des relations du Canada avec les pays et les institutions latino-américains. Nous voulions nous "préparer à jouer un rôle plus utile si (le Canada) devait un jour prendre la décision de se joindre à l'OEA comme membre à part entière." L'avenir de notre association avec l'OEA dépend donc dans une certaine mesure des résultats de la révision des structures et des objectifs de l'institution à laquelle on procède actuellement. En Amérique latine comme ailleurs, on se préoccupe maintenant beaucoup plus des problèmes économiques et sociaux qu'auparavant. Nous nous réjouissons de cette nouvelle tendance, car c'est précisément à vos activités économiques et sociales que nous croyons être en mesure de contribuer le plus utilement et le plus efficacement. Je dois toutefois vous dire très franchement que nous sommes inquiets de l'atmosphère de confrontation qui a marqué les récentes réunions où l'on a étudié les problèmes de l'hémisphère. Nous ne croyons pas que cela soit propice à la solution de nos problèmes. (La décision prise récemment, par un pays dont l'apport au programme d'assistance technique de l'Organisation est considérable, de demander le statut d'observateur permanent, en amènera inévitablement certains à se demander si les membres de l'OEA sont réellement et sérieusement intéressés à ce que des Etats non-membres coopèrent à leur développement.) A une époque où, dans la conduite des affaires internationales, on semble délaisser la confrontation en faveur de la négociation et de la coopération, je crois qu'il serait contraire aux intérêts de l'hémisphère que de sembler prendre la direction opposée. Le Canada espère sincèrement qu'il sera possible de mettre un frein à cette tendance et d'unir nos efforts pour trouver des solutions concrètes aux questions qui nous séparent et aux problèmes qui nous sont communs.